

Entretien

**Avec Moshé Yaalon
par Amnon Lord et Gilad Katz**

A CONTRE COURANT

A l'occasion de la parution

de son ouvrage *Un itinéraire long et court*

Interview du major général Moshé Yaalon par Amnon Lord et Gilad Katz dans l'hebdomadaire israélien *Makor Rishon* paru le vendredi 3 octobre 2008. Parvenu au sommet de la pyramide de Tsahal, Moshé Yaalon a été nommé Chef d'Etat Major en 2002. Sa nomination n'a pas été reconduite d'une année supplémentaire en 2005, trois mois avant le Désengagement israélien de la Bande de Gaza.¹

« Il y a des personnes remarquables dans tous les appareils de l'Etat, mais il y en a aussi qui se compromettent, qui s'abaissent, qui démissionnent devant leur devoir moral, qui dévient du droit chemin ». Dans son nouveau livre, Moshé Yaalon critique avec virulence le processus de prise de décision politique lorsqu'il était à la tête du Renseignement militaire et de l'Etat Major de Tsahal, non sans omettre de citer des noms. Selon lui, Rabin aurait interrompu le processus d'Oslo s'il n'avait pas été assassiné. D'après Yaalon, le « forum de la ferme »² a tenté de lui imposer de nommer à des postes clé des personnes inaptes en échange de son maintien au poste de chef d'Etat Major pour une année supplémentaire.

Moshé (Boggy) Yaalon a commencé à rédiger son nouveau livre « Un itinéraire long et court » sur ordinateur. Quand il s'est rendu compte que sa réflexion

se faisait au rythme de la rédaction, il s'est mis à écrire au crayon et sur des feuilles de brouillon, méthode plus classique qui sied mieux à ce membre du kibboutz Groffit³ chaussé des traditionnelles sandales israéliennes, dites « bibliques ». L'interview s'est tenue, à sa demande, très tôt le matin. Dans son modeste bureau du Centre Shalem. L'atmosphère est amicale, en phase avec l'environnement pastoral du quartier de Katamon de Jérusalem que l'on aperçoit des fenêtres. Sur sa table de travail, deux épais volumes sont ouverts ; à côté, un grand verre d'eau et une tasse de café. Yaalon revenu à la vie civile, le bouton supérieur de sa chemise ouvert, nous accueille sans façons. Son attitude fort simple pour un homme de sa trempe, ne permet aucunement de deviner son riche passé militaire. Au dessus d'une collection de diverses revues, trône son récent ouvrage *“Un itinéraire long et court”*.

Yaalon y retrace les quinze dernières années pendant lesquelles il a été intimement exposé aux processus de prises de décisions au plus haut niveau en Israël. Depuis qu'il fut nommé Commandant des forces de Tsalah en Judée Samarie en 1992, ensuite comme chef du Renseignement militaire, Chef d'Etat Major adjoint, puis, pour finir, Chef d'Etat Major entre les années 2002-2005. C'est une image très inquiétante qui ressort des processus sous-jacents de prises de décisions qui ont produit les événements que nous connaissons. *« Les diagnostics que j'ai pu faire m'ont été extrêmement pénibles »* écrit-il dès l'introduction de son livre. *« J'ai cru devoir faire partager cela avec le peuple d'Israël, ou plus exactement avec ceux pour qui l'entreprise sioniste revêt une importance primordiale et pour qui l'existence d'un foyer national juif est impérative »*. Et il poursuit : *« J'ai ressenti une profonde malaise, lorsque je me suis rendu compte au cours de mes dernières années au service de l'armée, que les constatations que j'ai pu faire n'avaient pas la place qu'il leur revenait dans le débat public israélien – débat fortement influencé par les intérêts des élites et des cercles dominants de la société israélienne, et de la culture du classement et de la manipulation »*.

Ma prise de conscience

« Le facteur immédiat de la dégradation du statut stratégique d'Israël face aux Palestiniens fut la décision malheureuse, consternante et inexplicable du Désengagement par le Premier Ministre Ariel Sharon. En ce qui me concerne, je n'ai pas l'ombre d'un doute que la décision de Sharon procédait de considérations non avouables. Quand il s'est trouvé en situation délicate suite aux enquêtes policières dont il faisait l'objet, quand il s'est trouvé en détresse politique consécutive à sa baisse de popularité, Sharon a décidé de “renverser la table” et d'initier une manœuvre dramatique en totale contradiction avec sa conception politique et avec son approche de la réalité ».
(Page 157)

Moshé Yaalon, l'image qui ressort de votre livre est celle d'un pourrissement total du pouvoir en Israël, lorsque des personnes incompetentes et corrompues arrivent au sommet. Peut-on décrire ce phénomène comme "fric-pouvoir-médias" ?

« Ce n'est pas seulement cela. C'est tout ce qui a mené notre société au désarroi, ou même plus, ces quinze dernières années.

Vous voulez parler de la société israélienne ou de ses élites ?

« De la société aussi, parce qu'elle est fortement influencée par le débat public. La société est influencée aussi par les politiciens qui lui érigent des veaux d'or et la bercent d'illusions ou, dans leurs propres termes, lui vendent "l'espoir de paix" ».

Alors, à qui vous adressez-vous ?

« Je m'adresse au grand public qui est le souverain. Le peuple qui élit ses représentants et qui n'obtient que ce que les médias veulent bien lui offrir. Je m'adresse aussi à moi-même. Dans le livre, je décris le processus de ma prise de conscience quant au conflit israélo-palestinien. Je suis issu d'un foyer qui soutenait l'idée d'un compromis territorial : le parti des ouvriers d'Eretz Israël, Kyriat Haïm (banlieue prolétaire du nord de Haïfa), le quotidien *Davar* (quotidien de la gauche ouvrière sioniste), le mouvement *HaNoar HaOved VeHaLomed* (mouvement de jeunesse sioniste de gauche). Lorsque les accords d'Oslo ont été signés, j'étais favorable. Je les considérais comme une opportunité d'accéder à la paix et la sécurité. J'avais foi en cela. Quand j'ai commencé à voir les choses d'un peu plus près, lorsque je suis entré en fonction comme commandant du Renseignement militaire, j'ai saisi qu'il y avait là un traquenard et qu'on se voilait les yeux pour ne point voir. En apparence, nous débattons de la solution au conflit et de facto, nous éludons la question de savoir quel est le véritable problème.

« Quand on observe de près pourquoi telle chose arrive, alors oui, c'est 'fric-pouvoir-médias' et toute cette corruption. Heureusement, aujourd'hui, on s'en occupe un peu plus qu'à l'époque de la fin de mon mandat de chef d'Etat Major. Quand on me demandait ce qui m'empêchait de fermer l'œil la nuit en tant que chef d'Etat Major, on pensait que j'allais répondre « la bombe iranienne ». Je répondais : « la corruption ». Il faut bien comprendre ce qui permet aux élites « fric-pouvoir-médias » de continuer à faire la fiesta et de tromper le public ».

Ou peut-être que ces élites ont foi en cela et qu'elles n'ont pas encore pris conscience comme vous ? Posons la question différemment. Vous affirmez dans votre livre que si Rabin n'avait pas été assassiné, il aurait repoussé l'affrontement à une date ultérieure. Vous vous attendiez qu'à un moment ou à un autre, il aurait tranché sur la question et qu'Israël se serait engagé dans une confrontation avec les Palestiniens ?

« Absolument. Mais revenons un instant aux principes de la pensée occidentale qui veut que tout problème a une solution. C'est la raison pour laquelle, il est facile de manipuler la société israélienne et de lui affirmer que la solution au problème est à portée de main et tout ce qu'il faut faire dans l'immédiat, c'est faire des compromis : on se désengage de la Bande de Gaza et on obtient la tranquillité – on se retire de la Judée Samarie et on coupe l'herbe sous les pieds des revendications palestiniennes. Cependant, dans la réalité, on constate que les retraits de ces dernières années, depuis le retrait du Sud Liban et celui de la Bande de Gaza, les extrémistes de ce que j'appelle l'Islam "djihadique" se sont renforcés. Tout ce discours qui fait avaler au public ce mensonge énorme de veau d'or et d'espoirs vains, a réussi dans son entreprise. Dans mon livre, je m'adresse au citoyen qu'on a gavé de mensonges pour qu'il observe avec attention la réalité telle que je l'ai vue. Bien entendu, j'espère que cela aura un impact sur la politique et sur les médias. Ils ne sont quant même pas tous corrompus – mais en premier lieu, je m'adresse au citoyen israélien confondu ».

Pourriez-vous désigner du doigt l'évènement qui a déclenché chez vous cette prise de conscience ?

« Il s'agit d'un long processus, mais on pourrait dire que lorsque j'étais commandant du Renseignement militaire, j'ai diagnostiqué une nette distorsion entre ce que disaient les médias et ce que je lisais dans les rapports de renseignements. Ce fossé m'a poussé à m'interroger quant au processus de paix. Quand les accords d'Oslo ont été signés j'étais commandant du complexe d'entraînement de Tséelim, je n'étais pas encore exposé aux sources de renseignement si ce n'est ce que voulaient bien nous dire les médias ».

Qu'est ce que vous voulez dire par « distorsion » ?

« Dans mon livre, je relate l'entretien que j'ai eu avec le Premier Ministre Rabin en août 1995, deux mois après ma prise de fonction aux renseignements militaires. C'était une réunion de travail bimensuelle, routinière entre le Premier Ministre et le chef du Renseignement. On y échange des estimations, des informations et on y fait les mises à jour. J'ai donc développé devant le chef du gouvernement Rabin mon évaluation stratégique. Je lui ai dit : « *Monsieur le Premier Ministre, je suis dans le devoir de vous informer du décalage entre la manière avec laquelle Arafat est présenté chez nous, comme dirigeant déterminé à arriver à un compromis territorial dans les frontières de 1967 et ce que je constate sur le terrain, dans sa rhétorique à usage interne, dans les contenus des médias palestiniens – et le plus grave – dans les programmes scolaires sous son contrôle absolu. Je me serais attendu à ce qu'après Oslo, le système éducatif palestinien reconnaisse l'Etat d'Israël comme un Etat juif. Ce n'est point ce qui se passe. C'est même tout le contraire. Il y a une dénégation de plus en plus radicale de tout lien entre le Peuple juif et la Terre d'Israël.* Il

n'existe pas de sites sacrés pour les Juifs dans tout le pays. L'Etat d'Israël n'apparaît pas du tout sur leurs cartes de géographie. Acre, Jaffa et Haïfa sont pour eux des villes portuaires palestiniennes et Tel-Aviv est une colonie."

Quelle fut la réaction de Rabin ?

« Je dois rappeler que ces propos ont été tenus alors qu'en arrière-fond il y avait les explosions d'autobus chez nous, chose qu'Arafat aurait pu empêcher mais n'a pas fait. Je l'affirme en connaissance de choses. De facto, le Hamas l'avait défié et il n'avait pas hésité à lui rentrer dedans. L'un des cas les mieux connus fut lorsqu'Arafat prit quatre hauts responsables du Hamas et leur fit raser la moitié de la moustache et de la barbe. De sorte qu'il porta atteinte à leur honneur. Dans les codes de la culture arabe, cela est considéré comme plus grave que la mort. Tout au long du processus, les secrétaires d'Etat américains successifs, Warren Christopher, Madeleine Albright et Collin Powell voulaient absolument savoir pourquoi Arafat ne combattait pas le terrorisme : était-ce une question de volonté ou de pouvoir. Lors de mon exposé au Premier ministre, Warren Christopher⁴ me posa à nouveau la question. Je lui ai répondu clairement : « Cela est dû à la mauvaise volonté d'Arafat ». Et pourtant Arafat n'avait rien à craindre du Hamas. Il avait même parfois fait exécuter ses activistes. »

A ce point de l'interview, le ton calme et monocorde de Yaalon monte. On sent bien que ça lui fait mal jusqu'à aujourd'hui. Nous lui rappelons que Madeleine Albright avait affirmé que : « *Arafat fait cent pour cent d'efforts, mais que faire, il ne récolte pas cent pour cent de réussite* ». Ce propos semble confirmer ses dires. « C'est vrai qu'elle a dit cela après l'attentat au café 'Apropo' à Tel-Aviv en 1997. C'est la naïveté américaine qui me met hors de moi. Cependant, il est vrai aussi que nous Israéliens dispensons Arafat de toute responsabilité. En fait, que voulait dire : "nous ferons la paix comme s'il n'y a pas de terrorisme ?" On lave ainsi le leader palestinien de toute responsabilité dans le terrorisme qu'il manipule. Et de facto, je savais de par ma fonction de commandant du Renseignement qu'il était engagé jusqu'au cou dans le terrorisme ».

« Revenons donc à la réunion de travail avec Rabin. Après lui avoir exposé cette distorsion concernant Arafat, soi disant partenaire pour la paix mais en réalité le chef d'orchestre du terrorisme sur le terrain, il me demanda : "Bon ! Que suggérez-vous qu'on fasse ?" Je lui répondis : "d'un point de vue strictement militaire, nous devons stopper le processus d'Oslo et cesser de balayer les problèmes sous le tapis." A posteriori, il s'est avéré que balayer les problèmes sous le tapis et la non application des accords par les Palestiniens avait commencé dès qu'Arafat était arrivé à Gaza la première fois en mai 1994, lorsque il avait caché dans sa voiture le terroriste Mohamad Amarin dont nous avons interdit l'entrée dans le pays, ainsi que des armes de type RPG qu'il était interdit d'introduire,

toujours d'après les accords d'Oslo. Il s'est avéré également, lorsque je n'étais encore que commandant de la base de Tséelim, que l'armée demandait l'application à la lettre des accords et le leadership politique réagissait ainsi : "on ne rentre pas en état de crise pour le moment". Et ainsi, on a fermé les yeux sur transgression après transgression. C'est pour cela que j'avais dit à Rabin qu'il fallait geler le processus d'Oslo afin qu'Arafat comprenne qu'il devait faire le ménage chez lui. »

Et quelle fut la réponse de Rabin ?

« Il me dit : "vous avez raison mais que faire ? L'Autorité palestinienne est à la veille d'élire son président. Je leur présenterai cet ultimatum juste après leurs élections". Comme on s'en souvient, Rabin a été assassiné en novembre 1995 et après, ça n'a été qu'une gestion je-m'en-foutiste. C'est là que ma prise de conscience a commencé. Mais je dois faire l'aveu que je regrette pas mal de choses. Lors d'une réunion de la commission des affaires étrangères et de la défense de la Knesset en 1994, j'ai été surpris par le député Benny Begin⁵ qui me citait le discours d'Arafat de cette même année à Johannesburg (Arafat compara les accords d'Oslo au traité de Houdaybeh que le prophète Muhammad signa alors qu'il était en état d'infériorité face à la tribu des Koreish, tout en ayant l'intention de l'enfreindre dès qu'il se retrouverait en position de force). Au summum du festival d'Oslo, avant l'assassinat de Rabin, donc bien avant les prétextes de "qui a assassiné la paix ?" Cette citation m'a pris de court, moi, commandant en chef des services de renseignements militaires. J'en étais tout en colère envers les gens de mes services. Comment cette citation avait pu nous échapper d'autant qu'elle était disponible pour tous ? »

A ce propos, vous critiquez le directeur des Services de Sécurité Intérieure d'alors, Ami Ayalon et vous dites qu'il aurait, en quelque sorte, balayé sous le tapis le rapport d'analyse stratégique de la section recherche de son service.

Je voudrais au préalable préciser que j'ai été contraint de citer des noms dans mon livre. Il ne s'agit pas de problème personnel envers untel ou untel mais de la généralisation envahissante d'un problème qui est devenu une véritable épidémie. On se trouve dans un système d'Etat qui fonce droit vers une destination politique bien définie et qui élude l'analyse du service de renseignement militaire. Au sein du renseignement militaire, il y avait alors des personnes comme Yaacov Amidror qui était à la tête du département "Recherche", ensuite Amos Gilad (plus tard chef du QG d'estimation stratégique-politique) et Yossi Copperwasser. A ma satisfaction, même lors de la Seconde guerre du Liban, le commandant du département "Recherche" Yossi Baïditz a exposé ouvertement son analyse. Ce sont des gens intègres qui n'hésitent pas à mettre cartes sur table et à exposer sans crainte leurs vues. La direction politique peut accepter ou

repousser leurs visions des choses. Il est tout à fait légitime que la direction politique réfute l'analyse du Renseignement militaire parce qu'elle a un itinéraire et un objectif qu'elle désire atteindre. De toute manière le "capitaine" peut lui-même influencer sur la réalité et vouloir la changer – cependant ce que je critique c'est cette tendance à ignorer nos informations et analyses. Même au sein du Service de renseignement militaire, on en est arrivé à éluder des informations pour ne pas déplaire à l'appareil politique parce que celui-ci avait adopté un chemin politique bien défini, à ne pas gêner sous aucune prétexte. »

Vous voulez nous dire qu'au Service de renseignement militaire, certaines personnes ont ignoré intentionnellement un certain type d'informations ?

« Il me semble que oui. Cela arrive. Nous sommes en fait dans un système dont le leadership politique se trouvant au dessus de nous a déjà décidé quelle direction prendre, de telle sorte qu'il y a tentation de ne lui dire que ce que certaines oreilles désirent entendre. »

Vous voulez parler là de manque de professionnalisme ?

« Manque d'intégrité professionnelle ! Ca arrive. Heureusement, cela n'a pas été le cas pour tous et plus précisément au sommet du système. Quant à Ami Ayalon, je décris dans mon livre quelques événements dont j'ai ressenti que son analyse professionnelle était pour grande part plus le fruit de sa conception politique (il est issu, je le précise, du même creuset politique que le mien) – en dépit qu'au sein de son Service, on percevait les choses de façon diamétralement opposée.

L'exemple le plus frappant concernait le "feu vert", un an après les attentats de février -mars 1996. Un an après que le Hamas eût pris la décision stratégique de cesser les attentats suicide. Dans la nuit du 9 au 10 mars, Arafat avait réuni tous les hauts activistes des organisations terroristes. Vers la fin de cette réunion, tous, y compris Razi Djebali, le commandant de la police palestinienne, avaient saisi qu'Arafat voulait une vague d'attentats. Il est important de comprendre qu'il n'y a pas d'ordre clair et explicite "allez me faire des attentats." D'ailleurs, je voudrai citer le livre du professeur Ygal Eilam : *Des exécuteurs d'ordres*, qui explique que même chez Hitler, il n'y avait pas d'ordre explicite de mettre en œuvre la "solution finale". Mais il y avait ce qu'on appelle "l'état d'esprit du chef". Tous savent exactement ce que désire Arafat. Même en septembre 2000, il n'y a pas eu d'ordre clair de faire éclater la nouvelle Intifada, mais Marouan Berghoutti savait très bien ce que voulait Arafat. Il y a un livre du conseiller d'Arafat, Mamdouh Nofel, qui explique très bien comment le président de l'AP a mené et a initié la guerre terroriste palestinienne.

Et donc, pour en revenir à mars 1997, immédiatement le lendemain de la réunion chez Arafat, est enclenché une dynamique au bout de laquelle le

Hamas perpétue des attentats. Le premier attentat s'est produit onze jours plus tard au café Apropo⁶. Ensuite, le 1^{er} avril, l'attentat du Jihad islamique à Kfar Darom, heureusement attentat raté qui ne fit aucune victime. Razi Djebali⁷ recruta deux équipes avec à leur tête deux colonels de la police ; l'un de Sichem (Naplouse) et l'autre de Tulkarem. La première équipe a exécuté un attentat contre le Rav Elyakim Levanon, le rabbin de l'implantation d'Elon Moreh au carrefour des 'Askarim'. En route pour perpétuer un deuxième attentat, dans le secteur de Har Berakha, cette équipe de terroristes a été interceptée par nos forces. A ce stade, il s'est avéré que celui qui les avait envoyés était ce colonel sous les ordres directs de Djebali. Et qui se trouvait au dessus de Djebali ? Personne d'autre qu'Arafat ! Et chez nous, on a minimisé la chose pour la balayer d'un revers de main. De là, je suis arrivé à la conclusion, en tant que chef du Renseignement militaire, qu'Arafat avait donné le feu vert aux attentats. A mon grand regret, Ami Ayalon, le directeur des Services de Sécurité Intérieure a soutenu le contraire ».

Ce n'est pas plaisant de le dire, mais tout enfant en cours préparatoire dans les implantations de Judée, Samarie et Gaza savait a priori ce que vous n'avez découvert bien tard en tant que commandant du Renseignement militaire. Ont-ils vu la réalité telle qu'elle l'était ?

« Il est important de comprendre qu'il y a une composante essentielle qui échappe aux yeux du chef des renseignements, c'est le côté israélien. Par exemple, la direction politique en Israël peut et est en droit de dire qu'elle va vers un "Nouveau Moyen Orient". C'est une question d'approche, de vision du monde. Un leader peut aussi déclarer : "c'est vrai, c'est la réalité telle que vous la percevez en tant que chefs des renseignements, mais moi, je vais la changer". Donc, il est un peu simpliste d'affirmer qu'un enfant des implantations a tout compris. Il y a un facteur très important, le leadership en Israël qui prend l'initiative d'enclencher des transitions de façon active et non passive.

D'autre part, c'est vrai, j'ai le regret de m'être trompé. J'aurai dû mettre les points d'exclamation beaucoup plus tôt. Je n'ai commencé à les mettre seulement à partir du 4 octobre 2000 lors de la rencontre de (Ehoud) Barak, d'Arafat et de Madeleine Albright à Paris. Déjà en 1999, lorsque j'étais commandant de la Région centre, j'avais identifié qu'Arafat ouvrirait les hostilités en septembre 2000, qu'il en faisait les préparatifs. Et pourtant, alors, nous débattions de savoir ce qu'Arafat voulait obtenir en déclenchant cette guerre. Avait-il l'intention d'obtenir un Etat palestinien aux frontières de 1967 sans le recevoir de bon gré sur un plateau d'argent mais par le feu et par le sang pour ce qu'il estimait être l'honneur arabe palestinien ? Ou bien, ne voulait-il tout simplement pas arriver à un compromis sur la base du principe de deux états pour deux

peuples ? Chez moi, ce débat interne a pris fin donc ce 4 octobre 2000 à Paris lorsqu'Arafat s'esquiva d'une proposition de cessez-le-feu. J'ai compris que les dès étaient jetés, que tout n'était qu'un château de cartes et qu'en fait, il appliquait la "stratégie des étapes" bien connue.

Cependant, bien après que j'eusse mis des points d'exclamation et que la direction professionnelle de l'armée eut statué que c'est Arafat qui avait décidé de déclencher cette guerre terrible, je me suis vu rétorquer au conseil des ministres : 'Qu'est ce que vous dites là ? Qu'est ce que vous nous faites d'Arafat un si fin stratège. C'est un pauvre gars qui ne contrôle rien. Il nous faut renforcer son leadership". Alors imaginez-vous ce que ressent Arafat ? Il a ouvert la guerre ou a donné le feu vert aux attentats terroristes. Il sait que nous le savons et malgré ça, il voit la direction politique israélienne le traiter avec déférence comme un partenaire pour la paix. Tout cela n'a fait que lui lancer un signe de faiblesse de notre part ».

Etiez-vous conscient que cette guerre allait durer aussi longtemps ? Pourquoi l'opération 'Repart' n'a été initiée qu'après un an et demi de vagues d'attentats terribles contre les civils israéliens ?

« C'est précisément là-dessus que j'avais une critique très dure envers la direction politique. Sur un certain nombre de points, c'étaient les mêmes personnes. Je critique d'ailleurs très durement Shimon Pérès sur ce point. C'est lui qui a été le meneur de cette ligne consistant à dire qu'il fallait renforcer Arafat depuis septembre 2000. Ceux qui ont mené la politique voulant poursuivre les négociations à Taba⁸, c'était aussi Pérès et les personnes autour de Barak. Même après l'attentat du Dolphinarium⁹, lors d'une réunion gouvernementale, nous avons débattu de l'éventualité d'initier une action militaire d'ampleur. Celui qui a empêché cette opération fut Pérès avec l'aide du ministre allemand des affaires étrangères, Joshke Fischer, qui se trouvait alors en Israël.

Israël lui avait demandé d'obliger Arafat à se présenter devant les caméras de télévision et à appeler à la cessation des attaques terroristes. Ainsi, Pérès avait persuadé le gouvernement de ne pas engager d'action militaire. La décision n'était pas qu'Arafat était l'ennemi, mais qu'il contrôlait le terrorisme et le soutenait. On s'attendait donc à ce qu'Arafat se présentât en direct à la télévision le soir même à une heure fixée pour déclarer le cessez-le-feu. Au même moment, Miguel Moratinos¹⁰ se trouvait chez lui. Ils se sont tout deux présentés devant les caméras et uniquement Moratinos prit la parole alors qu'Arafat se trouvait à ses côtés et ne prononça pas un mot. Qu'est ce que cela voulait dire pour le public palestinien ? Qu'Arafat continuait de soutenir le terrorisme !

Ce n'est seulement qu'après l'attentat à l'hôtel Park de Natanya¹¹ que Pérès désigna Arafat comme ennemi. Qu'est ce qui avait changé entre temps ? Chez

Arafat, rien du tout. La seule différence, j'ai le regret de le dire, c'étaient les centaines de victimes des attentats qui s'étaient ajoutées. Et même lorsque Pères a voté en faveur de l'opération Rempart, au lieu d'exploiter son prestige sur la scène internationale pour dénoncer Arafat comme celui qui a trompé son monde, il ne fit que minimiser le rôle de ce dernier. Et c'est ainsi jusqu'à aujourd'hui. Après tous ces échecs, nous ne dénonçons pas les Palestiniens de façon claire et nette. Je suis conscient qu'on ne peut changer du tout au tout l'approche du peuple à qui on a fait avaler des mensonges de paix et d'espoir ». **En fait, ce que vous dites, c'est que tout n'est que politique politicienne chez le Premier Ministre, les ministres, le directeur des Services de Sécurité Intérieure ?**

Il y a des personnes excellentes dans tous les appareils d'Etat, mais il y a aussi sans aucun doute, des personnes qui s'abaissent, qui se compromettent, qui dévient du droit chemin. En chiffre absolu, à l'Etat major que je commandais, je peux dire qu'il y avait deux-trois personnes comme cela, sur un total de vingt quatre, qui, à mon avis, ont franchi la ligne de démarcation en s'acoquinant avec des politiciens ou avec des journalistes. Le problème commence avec le système politique corrompu : c'est là qu'on trouve ces gens parce qu'avec eux, on peut "voler des chevaux". Il ne sont pas la majorité, mais le pourrissement qu'ils engendrent est dangereux et il s'étend ».

Est-ce que Dan Haloutz aurait subi un tel processus au contact des politiques ?

« Je parle de façon générale. Quand j'ai atteint le grade de général, j'ai compris qu'il y a des tentations très fortes pour un officier supérieur. Elles peuvent provenir de deux directions. En premier lieu, en se liant aux politiciens, parce qu'en fin de compte, ce sont eux qui décident qui sera promu ou ne le sera pas, qui deviendra le Chef d'Etat major. Deuxième tentation, se lier aux gens des médias. Vous leur donnez une information classifiée et ils écrivent de belles choses sur vous. Si vous vous en tenez à la retenue de l'officier, alors on écrit sur vous des choses pas très flatteuses. C'est la raison pour laquelle j'estime que les officiers supérieurs doivent observer une "éthique du haut commandement". Dites sans crainte votre opinion professionnelle, mais ne dérogez pas à cela. Vous n'avez pas été élus et ne faites pas partie du pouvoir exécutif. Ne critiquez pas publiquement une décision gouvernementale après qu'elle eût été prise. On ne fait pas ce genre de choses lorsqu'on porte l'uniforme. Malgré mon opposition au Désengagement, je n'ai jamais exposé cela en public ».

Malgré vos propos très durs et très critiques, vous êtes quant même arrivé au sommet de la pyramide. Il s'avère qu'on peut faire autrement ?

« Bien sûr. Ce que je veux dire c'est que les actions des officiers parleront pour elles-mêmes ».

D'autre part, vous dites que vous avez été choisi comme chef d'Etat major parce que le « forum de la ferme » ne savait pas comment se comporter avec vous ?

« Si j'ai bien compris la situation, à cette époque, le 'forum de la ferme' ne voulait vraiment pas de moi comme Chef d'Etat major. On en avait même parlé dans les médias. A mon avis, si Dan Haloutz ne s'était pas acoquiné avec le 'forum de la ferme', Gaby Ashkénazy aurait été nommé chef d'Etat major après moi. Cela ne retire rien au fait que Haloutz était un excellent commandant en chef de l'armée de l'air ».

Gaby Ashkénazy ne s'est acoquiné avec personne dans le monde politique ?

« Voilà, vous voyez qu'on peut atteindre les sommets sans être "pistonné". Tout le monde n'est pas "pistonné". Mais je parle de cela parce que je me demande ce qu'il est possible de faire ? À une certaine époque "les impies ont triomphé". C'était l'un de mes conflits avec le "forum de la ferme", c'est-à-dire avec l'un des sous-forums du "forum de la ferme" qui s'occupaient de ces choses : Ariel Sharon, son fils Omri et Maître Dov Weissglass, les autres, beaucoup moins ».

Eyal Arad¹² n'était pas mêlé aux nominations ?

« Non, il était responsable du marketing du plan de Désengagement et d'autres propositions du même acabit. La décision du Désengagement a été prise dans ce forum et non au sein d'un forum professionnel ».

La nomination de Karadi¹³ était une lumière rouge quant à ce qui allait se produire au sein de l'Etat major ?

« Je ne voudrais pas rentrer dans les détails de la nomination de Karadi, d'autant qu'il n'est point coupable de sa propre nomination. A mon avis, il ne participait pas à cette connivence. Tout le sommet de la police a été alors décapité. Et il n'y a aucun doute que cela constituait un avertissement quant aux nominations à l'Etat major de Tsahal.

Vous voulez parler aussi du ministre de la sécurité intérieure à cette époque, Tsahi Hanegbi ?

« Absolument ! Il était le ministre de la sécurité intérieure et il était de connivence avec Omri Sharon ».

Comment aujourd'hui, vous vous référez à l'ère de Sharon à la tête du gouvernement ? Une période de ténèbres révolue ou une gestion des affaires de l'Etat qui perdure ?

« Dans l'armée, il y a deux phénomènes qu'on souhaiterait résorber complètement – les brimades et les rapports entre les anciens et les nouvelles recrues. Ces phénomènes, je les classe dans ce que j'appelle une "sous culture délinquante". La politique de l'armée est très claire là-dessus : les brimades sont prohibées et il ne doit pas se créer de situation où, dans les compagnies de

vétérans, les nouvelles recrues deviennent les serviteurs des plus anciens. Mais, que faire ? Le cœur de l'homme fait que parfois de tels phénomènes surgissent. Il y a toujours des instincts mauvais qui perdurent. Dans le contexte de la corruption, il y a lutte permanente entre les "bons" et les "méchants". J'ai l'impression que le point culminant de cette lutte contre la corruption au pouvoir a eu lieu lorsque j'étais chef d'Etat major, à l'époque de Sharon ».

Sharon était à la tête d'une "sous culture délinquante" ?

« On se souvient tous de la corruption. Ces enquêtes qui ne furent jamais achevées. Des choses pour lesquelles je suspecte des considérations non avouables, y compris dans la décision du Désengagement. Mais avant cela, la question sur Jéricho et le casino et la question de l'énergie¹⁴. J'ai senti quelque chose de très nauséabond dans tout ça, surtout pour les choses me concernant. Je pressentais que les considérations étaient étrangères, mais je ne pouvais pas fournir de preuves. Pour cela, lorsque j'ai quitté l'uniforme, j'étais beaucoup plus inquiet qu'aujourd'hui, parce que le système juridique aujourd'hui, malgré les tentatives de l'affaiblir, a riposté. Le parquet, la police et même le public sont maintenant conscients de ce problème ».

Dernièrement, vous avez aussi mentionné que la politique d'Israël dans Gaza serait influencée par des considérations concernant les liens avec la société British Gaz.

« Absolument, j'ai émis plusieurs interrogations concernant la politique d'Israël à Gaza, même si ce n'est pas lié à British Gaz. Egalement concernant la politique d'Israël en propos des accords avec British Gaz ».

Vous vous référez à l'ingérence de Martin Schlaff ? (ndlt : milliardaire juif autrichien, partenaire du casino de Jéricho, intime de personnalités israéliennes et palestiniennes de premier plan)

Pourvu qu'il n'y eut que Martin Schlaff. Pour ce qui le concerne, pour parler en jargon militaire, il n'y a pas de doute qu'il a pris d'assaut le bureau du Premier Ministre. Depuis l'assassinat de Rabin, on a vu des personnalités du bureau du Premier Ministre qui se sont associées à lui. Le premier fut Shimon Shévès¹⁵. Ensuite ce fut le tour d'Avigdor Liebermann lorsqu'il quitta Netanyahou pour se joindre à Schlaff dans le monde des affaires et Dov Weissglass est rentré chez Sharon alors qu'il était l'avocat des intérêts de Schlaff pour tout ce qui concernait Casino-Autriche. En 2003, en tant que Chef d'État major, j'ai découvre qu'il y avait eu quelques irrégularités dans les considérations à remettre Jéricho à Abou Maazen. Pas la décision en elle-même, qui a été prise dans un cadre professionnel, mais la façon avec laquelle cette passation s'est faite et les lieux choisis pour déployer les check points. J'ai posé ces questions et provoqué un tumulte et finalement, ma prise de position a été adoptée. Mais on ne peut

se dégager de l'impression que dans ce processus, quelque chose n'allait pas rond ».

En attendant la bonne plate forme

Avec votre permission, un peu de “politique politicienne”. Seriez-vous enclin à prendre sur vous des responsabilités et des fonctions politiques à un niveau national ?

Il y a deux domaines : Le leadership et l'éducation. D'éducation, je m'occupe déjà aujourd'hui. Quand au leadership, j'avance des idées pour toute la direction politique dans le livre que j'ai écrit, dans des articles et dans mes conférences. Je ne suis pas naïf. Je suis conscient que la seule manière d'influencer, c'est par la politique – à l'exécutif ou au législatif. On sait bien que les décisions ne sont pas prises au Centre Shalem ou dans tel ou tel institut de recherche. La vérité est que je ne suis pas passionné à l'idée d'entrer dans la politique. De par mon expérience passée, je n'affectionne pas particulièrement ce domaine. En plus de cela, aujourd'hui, la politique exerce une sélection négative dans l'État d'Israël, à l'opposé de l'armée qui sélectionne les meilleurs pour les unités de prestige.

Pourriez-vous préciser ?

Si, pour réussir en politique, il faut faire du copinage avec les grandes fortunes et les magnats de la presse, je n'ai rien à voir avec ça. Jamais, je ne ferai du copinage avec ces milieux-là.

Vous parlez d'Olmert ? De Livni ? De Barak ?

« Ce n'est pas une question de personne. Un Premier Ministre faisant l'objet de tant d'enquêtes, c'est clair qu'il y a là corruption. Toutes ces enquêtes n'ont pour objet que des gros sous. Comment a-t-il pu de cette manière être lié aux gros sous ? Et avec la presse ou avec tout média contrôlé par les grosses fortunes, ce qui n'est pas toujours compatible avec les intérêts vitaux de l'État d'Israël ? Voilà donc le problème dans toute sa gravité. Et ainsi, voit-on un dirigeant politique qui, au lieu de mener les destinées du pays, se fait mener par le bout du nez. Donc le système politique actuel fait la promotion de personnes liées aux grandes fortunes. Je sais très bien que je vais devoir payer pour les propos que je tiens là et que ces paroles vont attirer les foudres, mais je n'en ai rien à faire. Ce qui me préoccupe, c'est l'État d'Israël et je suis prêt à donner ma vie pour lui. Je suis encore prêt à foncer et à donner l'assaut pour notre pays.

Si je parviens à la conclusion qu'il n'y a pas de plateforme politique satisfaisante, que je ne suis pas prêt à jouer selon les règles du jeu en vigueur, alors peut-être est-il préférable que je reste en dehors et que je me limite à ne prodiguer que des recommandations ? »

Pour le moment, vous n'écartez pas l'éventualité de votre entrée en politique ?

« Si je trouve la bonne plateforme, là où je ne me contenterais pas d'être un

joueur de plus, mais où je pourrais influencer, alors là, on pourra considérer positivement cette éventualité »¹⁶.

C'est du Likoud que vous parlez ?

« J'ai exposé l'éventail de mes dilemmes. Ça suffit amplement ».

Quand allez-vous trancher ?

« C'est clair que lorsque les élections seront annoncées, je devrai prendre une décision. Évidemment pas avant ».

Ne vous est-il pas étrange que justement dans un parti politique qui n'est pas celui de votre creuset, on désire tant vous voir le joindre ?

« Ca m'est étrange et pas étrange en même temps. Parallèlement, dans mon creuset politique, on m'ignore royalement. Ca ne m'est point bizarre parce que je sais ce qui passe là-bas. Le professeur Amnon Rubinstein du parti Shinouï, politicien de gauche, a déclaré récemment lors d'une interview à la question : "Que vous arrive-t-il ? Avez-vous bougé à droite ?" Il a répondu "Pas du tout ! Je suis resté là où j'ai toujours été, mais tout le monde a bougé à gauche toute ».

Y-aurait une possibilité que vous érigiez un nouveau cadre politique ?

« Je n'ai vraiment pas envie d'aborder ce sujet ».

Êtes-vous en contact et vous concertez-vous avec des éléments politiques ?

« J'essaie de m'abstenir. Quand on me contacte pour des concertations, je réponds que je ne parlerai pas politique jusqu'à ce que je décide d'entrer en politique et que si on veut connaître mes positions professionnelles en tant qu'ancien militaire, je suis prêt à les exposer ».

Des personnes disent que vous êtes plein d'amertume parce que votre nomination de Chef d'État major n'a pas été reconduite d'une année supplémentaire et que par conséquent vous crachez feu et foudre sur tout le système.

Pour ces gens, votre livre en est la preuve.

« Les réactions à mes propos sont pavloviennes, dans le but de me disqualifier. Tout d'abord, je ne me suis pas mis à supplier pour une quatrième année, de la même manière que je n'ai supplié personne pour devenir Chef d'État major et je ne me suis jamais constitué de groupe de pression. J'ai présenté les choses de façon claire : "Vous me voulez, je suis là. Vous ne me voulez pas, j'ai quoi faire." C'est la même phrase que je répète depuis que je suis entré dans l'armée de métier et je l'ai dite même lorsque j'étais Chef d'État major. J'ai fini ma troisième année pour ce que je suis et pour ce que j'ai dit et tout cela en toute lucidité ».

C'est devenu plus aigu au début 2005 quand j'ai donné mon avis sur le Désengagement et aussi sur les nominations que je décriais comme faisant partie intégrale du processus de corruption. J'ai affirmé alors que je ne ferai aucune nomination tant que je ne saurai pas si je reste Chef d'État major pour l'année

suivante. Cela a été source de conflit quand on a tenté de faire pression sur moi pour nommer certaines personnes aux bonnes relations en échange d'une quatrième année comme Chef d'État major. J'ai stoppé cela de tout mon poids. La confrontation a été inévitable. Si j'avais cédé ou "volé des chevaux" en ignorant ces aspects nocifs, je n'aurais rencontré aucun problème. Je suis rentré en conflit avec le Premier Ministre Sharon. C'est lui qui menait cela, malgré l'influence d'autres personnes parce que son état de santé commençait à fléchir ». **Dans votre livre, vous écrivez que vous avez pensé alors à démissionner, mais que vous y avez renoncé de crainte que ce soit perçu comme une tentative de renversement militaire. Y aurait-il un moment où même un Chef d'État major doit démissionner ?**

« Evidemment ! Si un ordre est illégal, on est contraint de démissionner. D'autre part, si on craint qu'une manœuvre puisse porter préjudice grave à l'État d'Israël et que le fait de démissionner puisse l'arrêter, alors on se doit de le faire. Si j'avais estimé que ma démission aurait pu arrêter le Désengagement, j'aurais démissionné, sans équivoque. Cependant, je savais que ma démission m'aurait rendu illégitime, avec raison dans une certaine mesure, comme si j'avais été l'insubordonné numéro un.

Une telle démission aurait pu avoir un impact dans un système politique fonctionnant correctement, équilibré et contrôlé. Les médias se seraient réveillés et auraient suscité un débat public en profondeur sur les décisions prises. Mais dans le contexte pas très règlementaire que j'ai décrit précédemment, cela n'aurait pas pu se produire. Au lieu de cela, on m'aurait délégitimé sur la place publique et on m'aurait jeté aux oubliettes de l'histoire comme le Chef d'Etat major qui a tenté de faire un putsch sans effleurer le pourquoi et le comment de la question. Pour cette raison-là, me disant que je ne parviendrais pas en agissant ainsi à stopper ce processus, il m'était interdit de démissionner parce qu'il y a un prix à toute manœuvre non démocratique ».

Donc aujourd'hui, vous remerciez le Ciel de ne pas avoir été celui qui se trouvait à la tête de la pyramide militaire pour mettre en œuvre le Désengagement ?

"Dans mon livre, j'ai écrit que la nuit où on m'a informé que mon mandat prenait fin, j'ai éprouvé un grand soulagement".

Mais si on vous avait reconduit pour une quatrième année, vous vous seriez trouvé à mettre en œuvre le Désengagement auquel vous étiez tant opposé ?

"J'aurai fait de mon mieux, de manière à provoquer le moins de dommages possible au peuple d'Israël".

Et c'est ce qu'a fait votre successeur ?

"Je crois que oui, tout du moins en ce concerne l'armée. Je considère que le lien entre les officiers supérieurs de l'armée et les habitants des implantations n'a

pas empêché complètement les dommages, mais a tout de même réduit la casure. Regardez la différence entre le Désengagement et l'évacuation brutale d'Amona".

Nombreux sont ceux qui estiment qu'Amona était la conséquence de la passivité relative des évacués dans l'exécution du Désengagement.

"Je ne pense pas. A mon avis, à Amona, l'exécution de l'évacuation n'était pas bonne. Si j'avais été en charge de cette évacuation, j'aurais agis autrement, pas de manière aussi agressive".

A propos, nombreux sont ceux qui soutiennent que l'échec de la deuxième guerre du Liban découlait de l'exclusivité des efforts de l'armée consacrés au Désengagement.

"Je n'accepte pas cette assertion. La blessure du Désengagement a été surtout ressentie par des soldats et des officiers qui en furent atteints personnellement, surtout au sein du public du sionisme religieux. Cependant, lors de la guerre du Liban, on a constaté que c'est justement ce même secteur de la population qui s'est distingué par des actes de bravoure et sa part dans les listes des soldats tombés est très importante. C'est un honneur pour l'armée parce que Tshal a su prendre soin de ces jeunes et n'a pas permis l'intrusion de la politique en son sein.

Par contre, l'argument disant que l'armée trop occupée au Désengagement n'a pas eu le temps de se préparer comme il se doit à la guerre du Liban est un mensonge énorme. L'armée s'était préparée à la deuxième guerre du Liban. Nous avons élaboré un plan opératif pour un tel cas de figure depuis le Chef d'Etat major jusqu'au dernier des soldats. Il est vrai que l'armée était surmenée jusqu'à la limite de son potentiel dans les différents fronts, de Gaza, de Judée Samarie, de Syrie et du Hezbollah. Dans tous les cas où les soldats ont reçu des ordres clairs et pas confus, les différentes unités, de conscrits et réservistes, ont pris le dessus de façon absolue sur le Hezbollah. Le problème est que nous n'avons pas opéré selon le cas de figure que nous nous étions fixés. Nous n'avons pas mobilisé à temps les réservistes et nous ne nous sommes pas déployés comme il le fallait. C'était une exécution médiocre.

Il est vrai que toute sorte de personnes essaieront de se soustraire à leur responsabilité et soutiendront que c'était la faute de leurs prédécesseurs. Mais en fin de compte, c'était une gestion catastrophique se conjuguant au manque d'expérience et à l'arrogance.

En conclusion, vous êtes aujourd'hui un 'citoyen inquiet'?

"Je conclus mon livre avec optimisme. L'avantage que j'ai est que je connais la jeune génération. C'est la raison pour laquelle je travaille dans le domaine de l'éducation des jeunes dans les lycées et dans les mouvements de jeunesse. Je

sais qu'une partie des jeunes ne sait rien sur notre passé lointain et plus proche. Et pourtant, nous découvrons une autre jeunesse, impliquée et engagée dans ce qui se passe dans le pays. Lors de la dernière Conférence d'Herzliya, une étude a été publiée montrant que neuf juifs sur dix désirent que l'Etat d'Israël soit juif et indépendant et sont prêts à faire des sacrifices et même à se faire tuer pour cela. Même au sein du mouvement kibboutzique, je perçois ces changements. A Groffit, le kibboutz où je vis, je vois une vague de changement exactement comme celui que j'ai vécu. Par conséquent, je suis optimiste. Mon avis personnel est que lorsque les jeunes arrivent à l'armée, il y a un creuset qui les transforme en une jeune génération imbibée de foi dans la justesse de notre cause, et ayant un potentiel formidable qui n'attend rien d'autre qu'à se réaliser pour le bénéfice de nous tous et pour l'Etat d'Israël.

Traduit et annoté par Meir Ben-Hayoun.

Copyright *Makor Rishon*

notes

1. Ndlt : depuis 1948, tous les chefs d'Etat Major eurent droit à une année supplémentaire, exception faite de David Eléazar qui fut contraint de démissionner par la Commission Agranat et décéda d'un arrêt cardiaque après la guerre de Kippour.
2. Ndlt : en référence à l'entourage proche du Premier Ministre Sharon se réunissant périodiquement à la ferme des sycomores appartenant à ce dernier ;
3. Ndlt : kibboutz du Sud de la Arava à quelques kilomètres au Nord d'Eilat.
4. Ndlt : Secrétaire d'Etat aux affaires étrangères dans la premier mandat de l'administration Clinton.
5. Ndlt : fils de feu Menahem Begin, alors député du Likoud.
6. Ndlt : à Tel-Aviv.
7. Ndlt : alors chef de la police palestinienne.
8. Ndlt : en octobre 2000, au début des hostilités et des attentats.
9. Ndlt : en juin 2001, attentat à la bombe qui fit un grand nombre de victimes dans ce night-club à Tel-Aviv.
10. Ndlt : homme d'état espagnol, envoyé de l'Union Européenne au Moyen Orient.
11. Ndlt : l'attentat à la bombe le plus meurtrier qui fit 30 victimes le soir du Séder de Pessah en mars 2002.
12. Eyal Arad est conseiller en relations publiques, stratège de campagnes électorales et créateur d'images de marque. Proche du Likoud et de Benyamin Netanyahu dans les années 90, il a fortement contribué à la campagne de ce dernier aux élections de 1996. Ensuite, il s'en est séparé avec

vacarme. Familier du "forum de la ferme" des sycomores, c'est à lui qu'on doit la création du concept de Kadima, Eyal Arad est ensuite devenu le stratège de la campagne de Tsipi Livni.

13. Ndlr : nommé super intendant général de la police le 1^{er} août 2004... et contraint de démissionner suite aux conclusions de la Commission Zeiler sur le crime organisé le 1^{er} mai 2007.

14. La découverte de réserve de gaz naturel au large de la Bande de Gaza a été abandonnée par le gouvernement israélien au profit de l'AP, ceci dès le gouvernement Barak sous l'influence de Yossi Gueonossar un ancien responsable des Services de sécurité qui était en relation d'affaires avec Mouhamad Rashid, le proche conseiller financier d'Arafat. Les relations privilégiées de Martin Schlaff avec des fonctionnaires du bureau du premier ministre (dont maître Weissglass) auraient permis à ce que le gouvernement israélien ne demandât rien en contre partie de son abandon de telles richesses naturelles, si ce n'est l'exploitation octroyée à British Gaz dans laquelle le milliardaire juif autrichien a des intérêts. De son côté, Israël s'est engagé sur plusieurs années à acheter du gaz naturel exclusivement de l'Égypte (ndt).

15. Ndlr : chef de cabinet de Rabin.

16. Moshé Yaalon est effectivement entré en politique. Il s'est présenté aux élections primaires du Likoud et est arrivé, à l'heure où nous bouclons, à la dixième position sur la liste électorale de ce parti. L'éducation est le thème qui le préoccupe tel qu'il en a exposé ses vues dans l'interview. Il a exprimé le désir de devenir le prochain ministre de l'éducation nationale. Si la formation du gouvernement après les prochaines élections lui est confiée, Benyamin Netanyahu semble vouloir le nommer à ce poste,